

ISDI, INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHÉTS INERTES, D'ÎLE-DE-FRANCE

DONNÉES 2018-2019

OCTOBRE 2021

42.18.02



ISDI de Montgé-en-Geole (77) (source - Picheta)

Etude réalisée par Blandine BARRAULT
Avec le groupe expert Traitement de l'ORDIF



1 | Chiffres clés 2018-2019



	2018	2019	Évolutions
Parc d'installations	20	18	-2
Quantités stockées	9 487 353 tonnes	11 046 541 tonnes	+1 281 201 t
Capacité autorisée annuelle	13 427 002 t/an	12 093 800 t/an	-1 333 202 t
ISDI 3+ (pouvant accueillir des terres à certains seuils de paramètres relevés, tels que les sulfates)	8	7	-1
Quantités stockées en ISDI hors Île-de-France	277 987 t (à minima)	Donnée non disponible	







2 | Parc francilien et capacités autorisées

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI autorisées)

en Île-de-France de 2016 à mars 2021

Sites autorisés

- en activité
- ⊗ fermeture après 2016
- ISDI
- ISDI 3+ / n+

Capacité totale autorisée en millions de tonnes



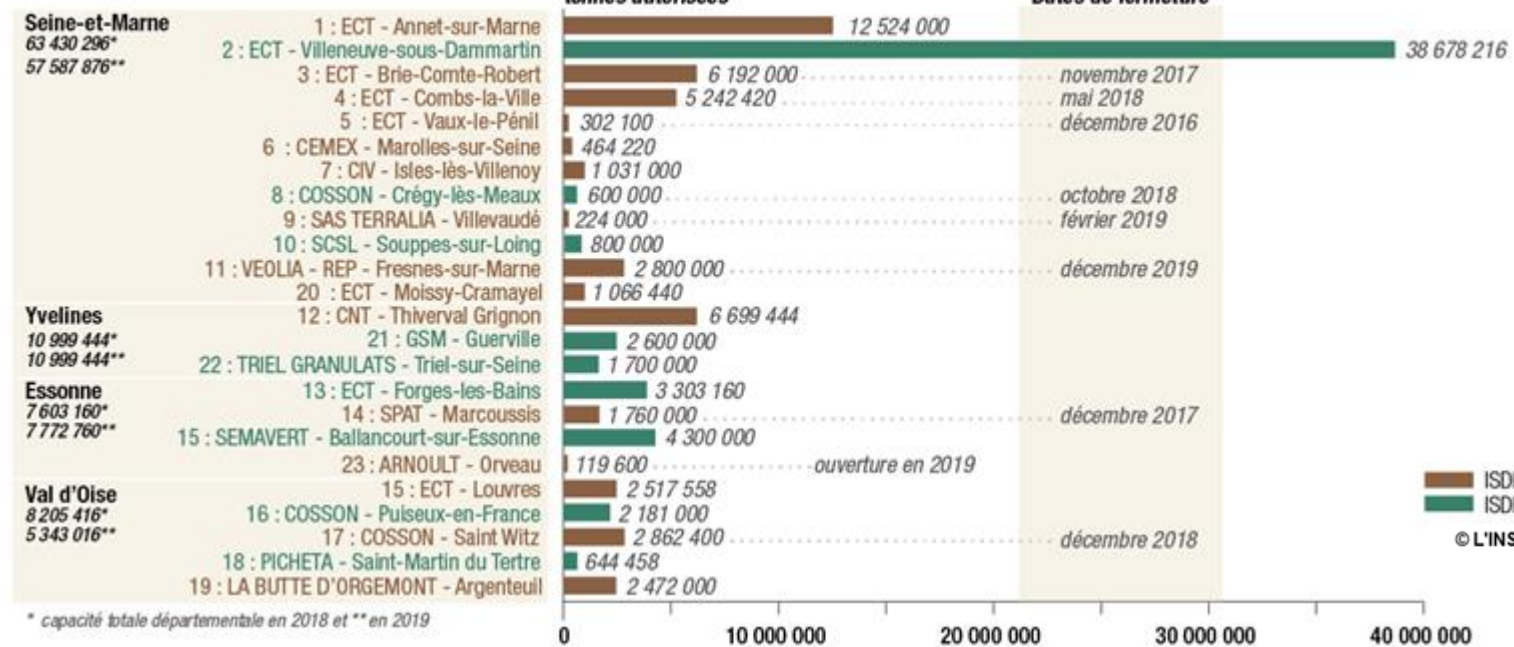
- 1 : ECT - Annet-sur-Marne
- 2 : ECT - Villeneuve-s/s Dammartin
- 3 : ECT - Brie-Comte-Robert (fermée en janvier 2018)
- 4 : ECT - Combs-la-Ville (fermée fin 2018)
- 5 : ECT - Vaux-le-Pénil (autorisation échue sans avoir été utilisée fin 2016, donc ôtée du référencement à partir de 2017)
- 6 : CEMEX - Marolles-sur-Seine
- 7 : CIV - Isles-lès-Villenoy
- 8 : COSSON - Crégy-lès-Meaux (fermée fin 2018)
- 9 : SAS TERRALIA - Villevaude (fermée en février 2019)
- 10 : SCSL - Souppes-sur-Loing
- 11 : VEOLIA - REP - Fresnes-sur-Marne (fermée en décembre 2019)
- 12 : CNT - Thiverval Grignon
- 13 : ECT - Forges-les-Bains
- 14 : SPAT - Marcoussis (fermée fin 2017)
- 15 : ECT - Louvres
- 16 : COSSON - Puiseux en France
- 17 : COSSON - Saint Witz (fermée en décembre 2018)
- 18 : PICHETA - Saint-Martin du Tertre
- 19 : LA BUTTE D'ORGEMONT - Argenteuil
- 20 : ECT - Moissy-Cramayel (ouverte en mars 2018, fermeture fin 2020)
- 21 : GSM - Guerville (ouverte en novembre 2018)
- 22 : TRIEL GRANULATS - Triel-sur-Seine (ouverte en décembre 2017)
- 23 : ARNOULT - Orveau (ouverte en 2019)
- 24 : SEMAVERT - Ballancourt-sur-Essonne (ouverte en 2018)

[Lien pour la carte interactive des ISDI franciliennes 2018](#)

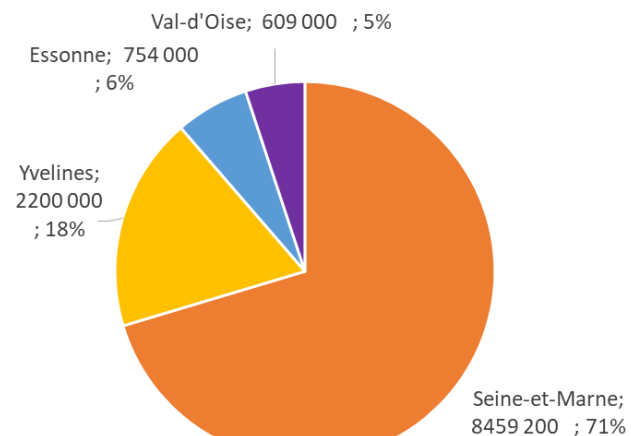
2 | Parc francilien et capacités autorisées

Les capacités totales autorisées

En Île-de-France en 2018 et 2019



Capacités autorisées des ISDI franciliennes en 2019

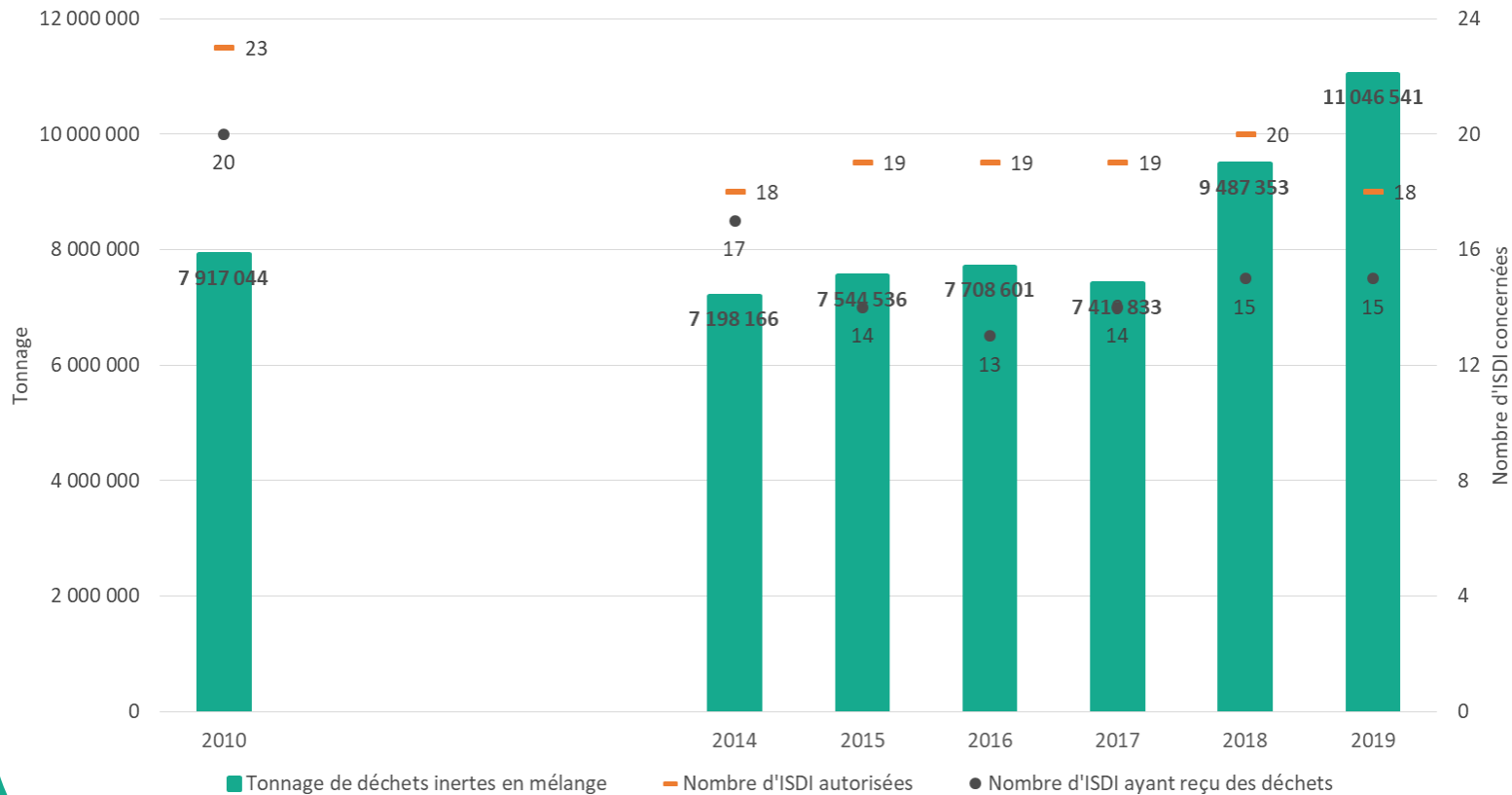


© L'INSTITUT PARIS REGION
ORDIF 2021
Source : ORDIF

N.B. : contrairement aux autres installations de traitement de déchets, les ISDI peuvent avoir des durées d'exploitation très courtes (1 an, 3 ans...). Les capacités annuelles par département peuvent rapidement évoluer...

3 | Tonnages stockés en ISDI franciliennes en 2018 et 2019

Tonnages de déchets inertes éliminés dans les ISDI franciliennes depuis 2010



© L'INSTITUT PARIS REGION
ORDIF 2021
Source : ORDIF



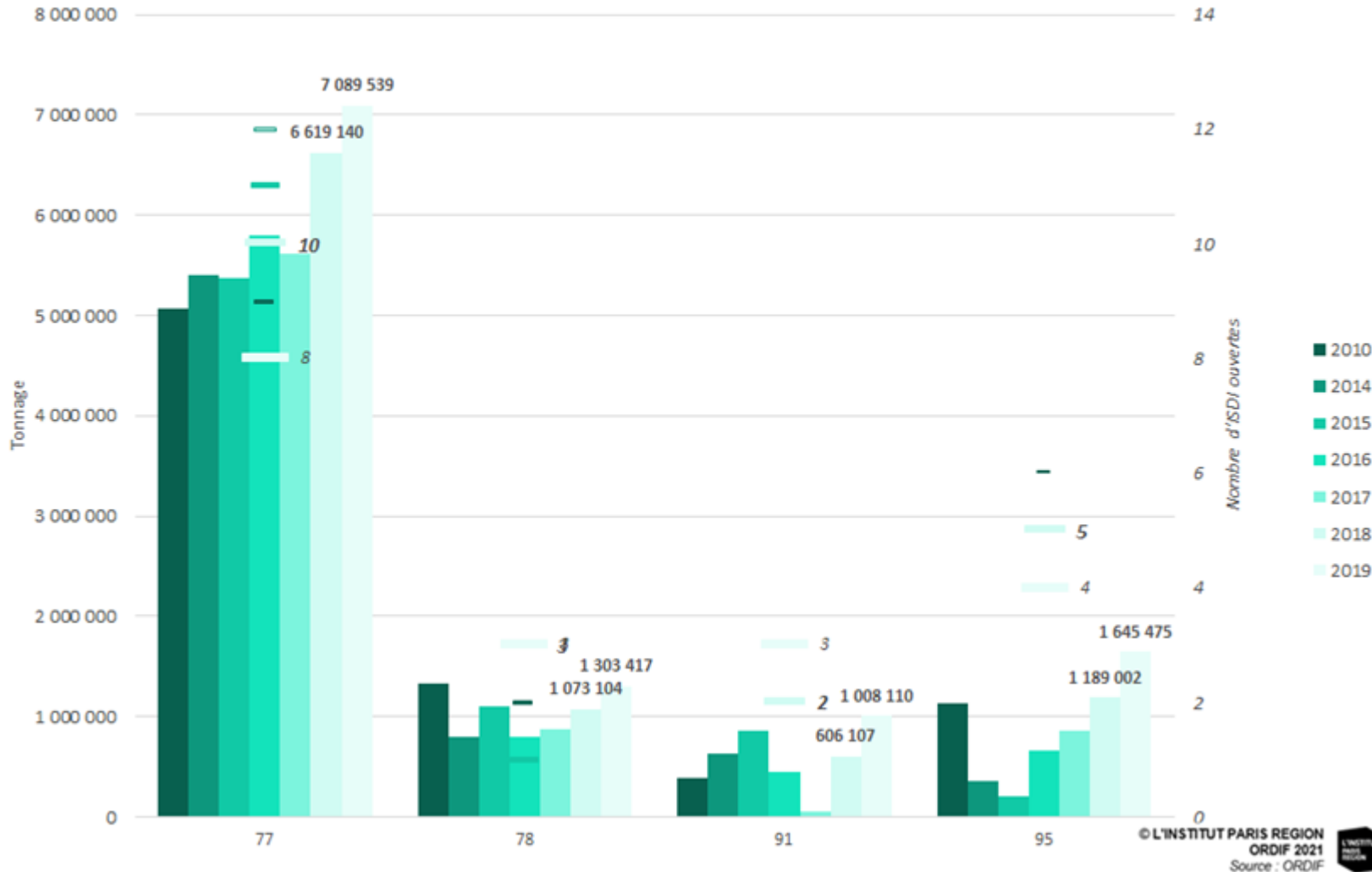
Les données tonnages des ISDI sont issues des **déclarations que les exploitants** effectuent directement sur le registre des émissions polluantes des services de contrôles des installations classées, la plateforme **GEREP**.

En **2018**, sur les 19 ISDI ouvertes, **15 ont déclaré** des tonnages, pour un total de **9 478 353 t, tonnage en très forte hausse** par rapport aux quatre dernières années (+ 2 millions de tonnes), très certainement en lien avec les travaux du Grand Paris Express qui vont générer de forts tonnages de déchets inertes dans les années à venir. Pour les ISDI n'ayant pas reçu de tonnage, il peut s'agir de sites ayant reçu l'autorisation d'exploiter, mais dont la phase de démarrage n'a pas commencé...

A dire d'experts, ces installations reçoivent environ **85% de terres et matériaux meubles et 15% de déchets de bétons et inertes en mélange**, soit 8 millions de terres et 1,42 millions de bétons.

3 | Tonnages stockés en ISDI franciliennes en 2018 et 2019

Evolutions des apports en ISDI par départements des sites, et nombre d'ISDI



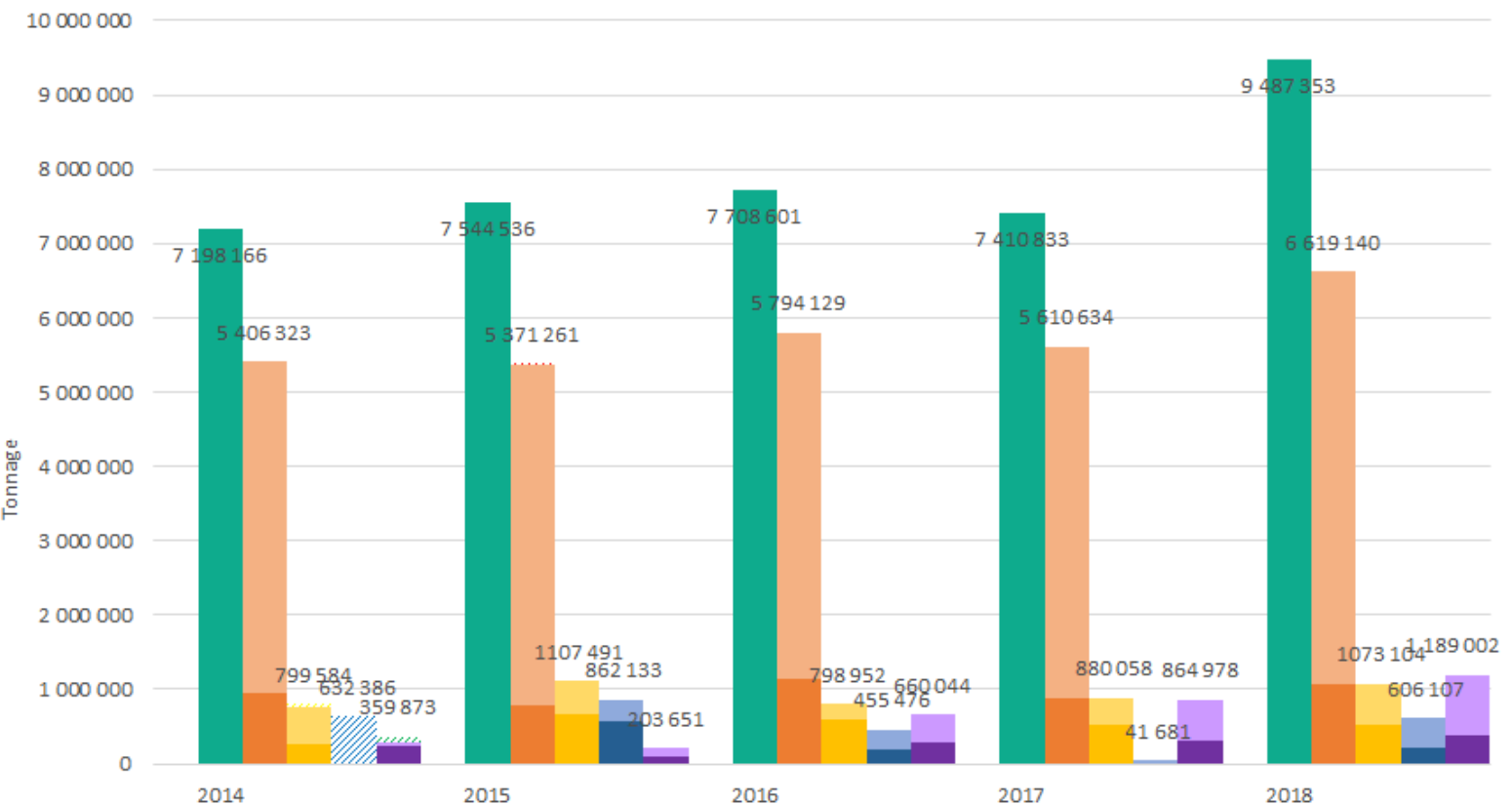
Pour l'ensemble des apports, de manière générale, le département de **Seine-et-Marne**, qui compte le plus grand nombre d'ISDI en région francilienne, totalise **70% des tonnages de déchets inertes stockés en ISDI**.

Suivent ensuite le Val-d'Oise avec 13%, les Yvelines avec 11%, et enfin l'Essonne avec 6%.

En détaillant par département des sites, et par année d'apport, on constate que les tonnages enfouis en ISDI seine-et-marnaises restent stables. Ces tonnages en baisse dans le Val-d'Oise repartent à la hausse en 2016 au dépend des Yvelines et Essonne.

3 | Tonnages stockés en ISDI franciliennes en 2018

Origines des déchets éliminés en ISDI : du département du site ou de l'extérieur du département



- sites du 77 et déchets du 77
- sites du 77 et déchets hors 77
- sites du 77 et déchets sans origine
- sites du 78 et déchets du 78
- sites du 78 et déchets hors 78
- sites du 78 et déchets sans origine
- sites du 91 et déchets du 91
- sites du 91 et déchets hors 91
- sites du 91 et déchets sans origine
- sites du 95 et déchets du 95
- sites du 95 et déchets hors 95
- sites du 95 et déchets sans origine
- Total annuel

© L'INSTITUT PARIS REGION
ORDIF 2021
Source : ORDIF

En moyenne, les apports proviennent à près de **56% de l'extérieur du département du site**, cela s'expliquant entre autres par le fait que **les départements de petite couronne (où le gisement de déchets de chantiers est fort) ne disposent pas d'ISDI**, et par conséquent, leurs déchets sont éliminés en installations de grande couronne. La Seine-et-Marne accueille une part non négligeable de déchets des départements de Grande couronne (en plus de Paris – Petite couronne)

L'ensemble des flux reçus en ISDI en 2018 est **quasiment exclusivement du territoire de l'Île-de-France** (moins de 0,1% venant de départements limitrophes à la région Île-de-France).

Exports :

En 2018, GERP national nous a permis d'identifier **277 987 tonnes franciliennes reçues dans 6 ISDI de régions voisines**. Ce tonnage est un minima puisqu'aux dires de leurs DREAL (services des installations classées), les déclarations des ISDI ne sont pas exhaustives, comme c'est le cas en Île-de-France.

4 | Fonctionnement d'une ISDI

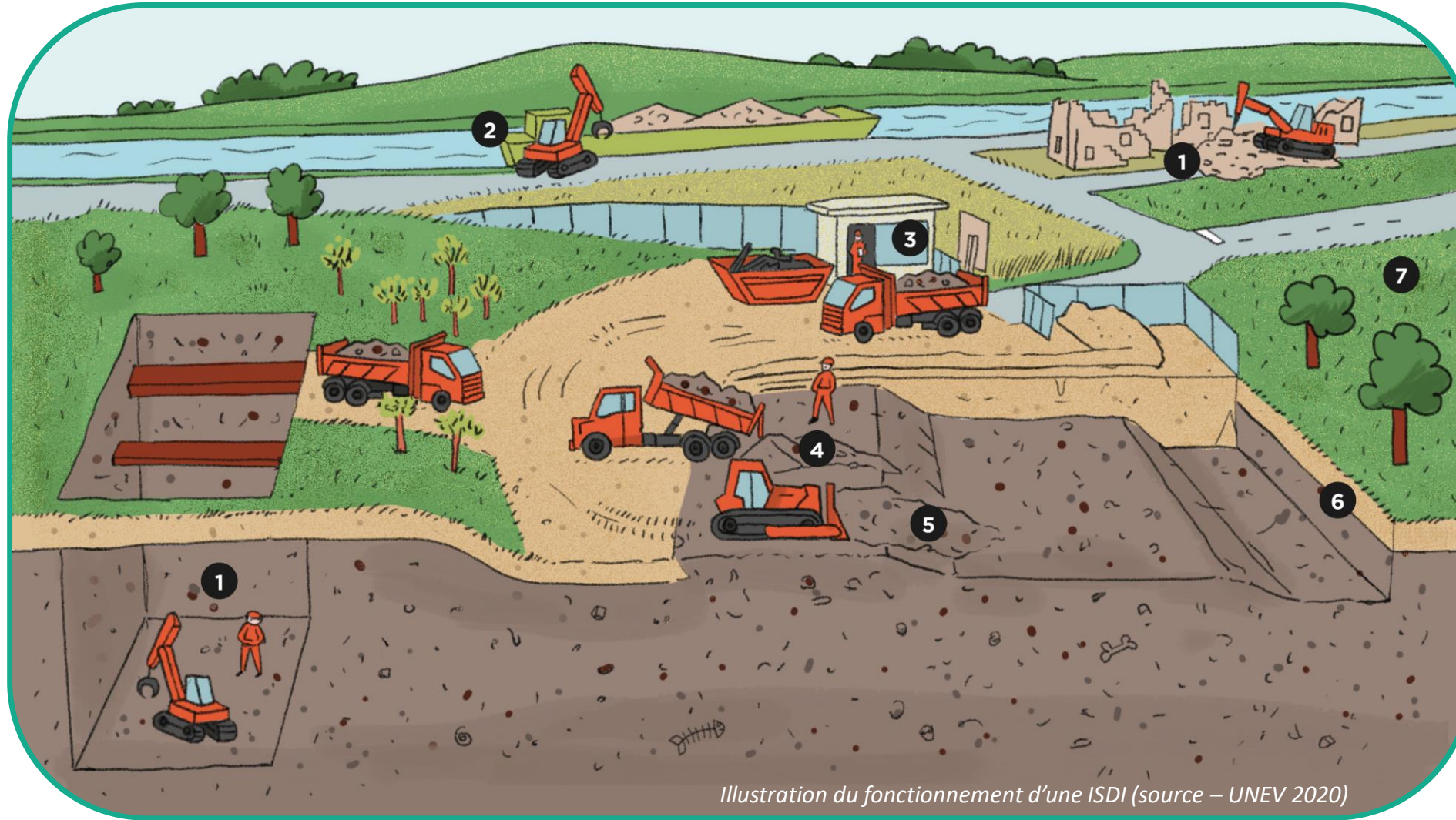


Illustration du fonctionnement d'une ISDI (source - UNEV 2020)

2 | Parc francilien et capacités autorisées - Précisions

Evolutions depuis :

Le nombre total d'ISDI évolue peu mais des mouvements s'opèrent dans les ouvertures et fermetures de sites :

- en 2016 : 19 ISDI
 - fermeture du site de Vémars/Moussy-le-Neuf (95-77 - ECT)
 - ouverture du site de Louvres (95 – ECT))
- en **2018 : 20 ISDI, de capacité autorisée annuelle de 13 451 002 tonnes**
 - ont fermé avant 2018 les sites de :
 - Brie-Comte-Robert (77 – ECT) (information cessation d'activité du 02/11/2017)
 - Vaux-le-Pénil (77 - ECT) (autorisation échue sans avoir été utilisée fin 2016, donc ôtée du référencement à partir de 2017)
 - Marcoussis (91 – SUEZ) (le 31/12/2017)
 - ouverture des sites de :
 - **Moissy-Cramayel** (77 – ECT) : arrêté préfectoral du 20/03/2018 autorisée à une capacité totale de 1 066 440 tonnes
 - **Guerville** (78 – GSM) : en surélévation du réaménagement d'une carrière : arrêté préfectoral du 28/11/2018 (classé ISDI 3+) autorisée à une capacité totale de 2 600 000 tonnes
 - **Triel-sur-Seine** (78 – TRIEL GRANULATS) (ancienne carrière) (prolongée fin 2020 jusque fin 2022)
 - **Ballancourt-sur-Essonne** (91 – SEMAVERT)
- en **2019 : 18 ISDI, de capacité autorisée annuelle de 12 022 200 tonnes**
 - ont fermé en 2018 les sites de :
 - Combs-la-Ville (77 – ECT)
 - Crégy-les-Meaux (77 – COSSON)
 - Saint-Witz (95 – COSSON)
 - ouverture du site d'Orveau (91 – ARNOULT)

Actualités : En **2020 : 16 ISDI, de capacité autorisée annuelle de 11 326 200 tonnes**

- ont fermé en 2019 les sites de :
 - Fresnes-sur-Marne (77 – VEOLIA)
 - Villevaudé (77 – TERRALIA)

Par ailleurs, l'ISDND de Monthyon (77 – VEOLIA) est en attente de son arrêté préfectoral la basculant définitivement en ISDI+

Données du PRPGD :

(document à retrouver au lien :
<https://www.iledefrance.fr/PRPGD>)

En 2014, l'Île-de-France comptait **18 ISDI autorisées**, et **19 en 2015**, pour une **capacité annuelle autorisée maximale de 13 971 100 tonnes**.

Nous notons une variation de 1 unité d'ISDI entre 2014 et 2015, qui est due en réalité aux 3 fermetures des sites de Thoiry - Villiers-le-Mahieu (78), Andilly (95) et Gonesse (95), et aux 4 ouvertures des sites de Marolles-sur-Seine (77), Isles-les-Villenoy (77) et Vaux-le-Pénil (77), et Puiseux-en-France (95).

2 | Parc francilien et capacités autorisées - Précisions

Les installations de stockage de déchets inertes (ISDI) depuis 2016

Focus « ISDI 3+ » :

Le nombre de sites autorisés à recevoir des déchets inertes dont les valeurs de certains paramètres sont relevées (tels que les sulfates) est en progression.

En effet, quand en 2016 ils n'étaient que 3 sites (Crégy-les-Meaux (77 – COSSON), Villeneuve-sous-Dammartin (77 – ECT), et Saint-Martin-du-Tertre (95 – PICHETA)), en 2018 ils étaient 8, et toujours 8 à ce jour (suite à la fermeture de Crégy-les-Meaux fin 2018, et au passage en ISDI3+ de Puiseux-en-France)

Dép.	Ville	Exploitant	ISDI + / ISDI n+	Année de première autorisation	Capacité totale autorisée (t)	Date de fin d'autorisation d'exploiter	Capacité annuelle autorisée maximale (t)			
							2016	2018	2019	2020
77	ANNET-SUR-MARNE	ECT		2015	12 524 000	29/01/2025	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	BRIE-COMTE-ROBERT	ECT		2008	(6 192 000)	26/01/2018 (information cessation d'activité du 02/11/2017)	1 230 000	fermé		
	COMBS-LA-VILLE	ECT		2012	5 242 420	31/12/2018 (fin de réhabilitation en mai 2018)	1 000 000	1 000 000	fermé	
	CREGY-LES-MEAUX	COSSON	oui	2014	600 000	31/12/2018 (fin de réception des déchets au 31/10/2018)	400 000	400 000	fermé	
	FRESNES-SUR-MARNE	VEOLIA		2007	2 800 000	31/12/2019	496 000	496 000	496 000	fermé
	ISLES-LES-VILLENROY	CIV		2014	1 031 000	30/12/2025	140 000	140 000	140 000	140 000
	MAROLLES-SUR-SEINE	CEMEX		2012	464 220	21/05/2022	23 200	23 200	23 200	23 200
	MOISSY-CRAMAYEL	ECT		2018	1 066 440	20/03/2021		600 000	600 000	600 000
	SOUPPES-SUR-LOING	Sté Calcaires de SL	oui, depuis juin 2018	2012	800 000	30/08/2032	200 000	200 000	200 000	200 000
	VAUX-LE-PENIL	ECT		2014	(302 100)	30/12/2016 (autorisation échue sans avoir été utilisée)	302 100	fermé		
	VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN	ECT	oui (n+)	2008	38 678 216	04/04/2027	3 800 000	3 800 000	3 800 000	3 800 000
VILLEVAUDE	TERRALIA		2009	224 000	18/02/2019	200 000	200 000	200 000	fermé	
Total 77					63 430 296		10 791 300	9 859 202	8 459 200	7 763 200
					57 587 876		11	10	8	6
78	GUERVILLE	GSM	oui (n+)	2018	2 600 000	28/02/2028		350 000	350 000	350 000
	THIVERVAL-GRIGNON	CNT		2010	6 699 444	12/06/2022	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000
	TRIEL-SUR-SEINE	TRIEL GRANULATS	oui	2018	1 700 000	31/12/2022		750 000	750 000	750 000
Total 78					10 999 444		1 100 000	2 200 000	2 200 000	2 200 000
							1	3	3	3
91	BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	SEMAVERT	oui	2018	4 300 000	24/11/2032		380 000	380 000	380 000
	FORGES-LES-BAINS	ECT	oui, depuis février 2017	2013	3 303 160	03/10/2023	350 000	350 000	350 000	350 000
	MARCOUSSIS	SUEZ RECYCLAGE&VALORISATION		2008	(1 760 000)	31/12/2017	320 000	fermé		
	ORVEAU	ARNOULT		2019	119 600	10/07/2024			24 000	24 000
Total 91					7 603 160		670 000	730 000	754 000	754 000
					7 722 760		2	2	3	3
95	ARGENTEUIL	LA BUTTE D'ORGEMONT		2011	2 472 000	01/01/2022	24 000	24 000	24 000	24 000
	LOUVRES	ECT		2016	2 517 558	12/07/2021	oui	oui	oui	oui
	PUISEUX-EN-France	COSSON	oui, à partir de 2019	2014	2 181 000	19/12/2021	360 000	360 000	360 000	360 000
	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	PICHETA	oui (n+)	2012	644 458	fin 2022	225 000	225 000	225 000	225 000
	SAINT-WITZ	COSSON (SCREG)		2007	2 862 400	31/12/2018	52 800	52 800	fermé	
Total 95					8 205 416		661 800	661 800	609 000	609 000
					5 343 016		5	5	4	4
Total général							13 223 100	13 451 002	12 022 200	11 326 200
							19	20	18	16

5 | Méthodologie de l'enquête Traitement de l'ORDIF

Depuis 2014, l'ORDIF, suit tous les deux ans, les installations franciliennes accueillant des déchets du BTP, désormais ajoutées à l'enquête biennale réalisée auprès des installations de traitement de déchets non dangereux de l'ADEME (enquête ITOM).

Certaines activités, telles que le recyclage du plâtre, les traitements aux liants, les centrales d'enrobage, ou encore les quais de transfert..., sont **directement enquêtées** par l'observatoire (446 au total avec les déchets non dangereux).

D'autres procédés (les ISDI, les carrières autorisées au remblaiement et les sites de concassage (175)) font l'objet de **conventions de partenariat** avec les **services de l'Etat** (DRIEAT) et **l'UNICEM**, afin que les données nous soient transmises, dans un souci de limiter les sollicitations auprès des exploitants de ces centres.

L'enquête globale dure environ 20 mois, le temps de préparer les questionnaires, collecter les données, les saisir, les analyser et enfin les restituer :

Calendrier de l'enquête Traitement 2020 de l'ORDIF

		2020		2021												2022					
		novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Préparation questionnaires	Préparation des questionnaires et courrier d'accompagnement																				
	Envoi des questionnaires au groupe de travail pour validation																				
	Remise à jour des questionnaires avec retours du GT																				
Préparation/MAJ contacts	Remise à jour des fichiers de suivi et d'analyse																				
	Appel pour confirmation de réception / recherche bon contact																				
Temps d'enquête	Lancement de l'enquête - 22 février 2021																				
	Date de retour prévue																				
Relances	Relance N°1 semaine du 15/03																				
	Relance N°2 semaine du 20/04																				
	Relance N°3 semaine du 17/05																				
	Relance N°4 semaine du 14/06																				
	Relance N°5 semaine du 05/07																				
	Relance N°6 semaine du 19/07																				
	Relance N°7 semaine du 09/08																				
	Relance N°8 semaine du 23/08																				
	Relance N°9 semaine du 06/09																				
	Relance N°10 semaine du 27/09																				
	Relances à venir (1 toutes les 2-3 semaines jusque fin d'année)																				
Saisie sous SINOE																					
Analyse																					
Rédaction rapport/fiches/cartes...																					



Blandine BARRAULT

Blandine.barrault@institutparisregion.fr

+ 33 (0)1 77 49 75 22

L'INSTITUT PARIS REGION

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15

Directeur général : Fouad AWADA

Directeur de département : Helder DE OLIVEIRA

Étude réalisée avec la collaboration du groupe expert Traitement de l'ORDIF

Avec le soutien de

